

PAR COURRIEL

La présente donne suite à votre demande d'accès à l'information reçue le 8 juillet 2025 pour laquelle vous souhaitez obtenir :

« les informations et documents suivants pour les quatre dernières années civiles complètes (2021, 2022, 2023 et 2024) :

1. Le nombre total d'embauches (nouvelles personnes entrées en fonction) pour chaque année, ainsi que le nombre d'effectifs totaux;
2. La masse salariale totale annuelle pour chacune de ces années, incluant salaires, primes et autres formes de rémunération;
3. Le nombre de salariés dont la rémunération annuelle est égale ou supérieure à 100 000 \$, pour chacune de ces années. »

Conformément à l'article 47 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1) (« la Loi sur l'accès »), voici les renseignements demandés en lien avec le troisième point de votre demande :

Année financière	Nombre d'employés
2024-2025	199
2023-2024	191
2022-2023	87
2021-2022	70

Concernant les deux premiers points de votre demande, veuillez noter que ces renseignements font déjà ou feront l'objet d'une diffusion. En effet, les renseignements demandés au premier point sont diffusés dans les rapports annuels de gestion du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie sur la page [Publications du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie](#) dans la section « Rapport annuel ». Le rapport annuel de gestion 2024-2025 sera publié prochainement et vous trouverez ci-joint celui de 2021-2022. Les renseignements visés au deuxième point de votre demande sont diffusés dans les [Comptes publics](#) (Volume 2 – Renseignements financiers sur le fonds consolidé du revenu – Dépenses des portefeuilles par supercatégories) disponibles sur le site [Publications du ministère des Finances](#). Les renseignements pour 2024-2025 seront disponibles prochainement, mais vous pouvez également vous référer au [Budget de dépenses 2024-2025](#) – Volume [Crédits et dépenses des portefeuilles](#), portefeuille « Économie, Innovation et Énergie » – Ventilation par supercatégorie.

Si vous désirez contester cette décision, il vous est possible de le faire auprès de la Commission de l'accès à l'information. Vous trouverez ci-joint une note explicative concernant l'exercice de ce recours.

Je vous prie de recevoir, [REDACTED], l'expression de mes sentiments distingués.

Geneviève Lachance
Responsable de l'accès aux documents

AVIS DE RECOURS

Suite à une décision rendue en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

RÉVISION

a) Pouvoir

L'article 135 de la loi prévoit qu'une personne, dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels, peut demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

Québec

525, boulevard René-Lévesque Est, bureau 2.36
Québec (Québec)
G1R 5S9
Téléphone : 418 528-7741
Télécopieur : 418 529-3102

Montréal

500, boulevard René-Lévesque Ouest, bur. 18.200
Montréal (Québec)
H2Z 1W7
Téléphone : 514 873-4016
Télécopieur : 514 844-6170

b) Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).

APPEL DEVANT LA COUR DU QUÉBEC

a) Pouvoir

L'article 147 de la loi stipule qu'une personne directement intéressée peut porter la décision de la Commission d'accès à l'information en appel devant trois juges de la Cour provinciale, sur toute question de droit ou de compétence. Cet appel ne peut toutefois être porté qu'avec la permission d'un juge de la Cour provinciale. Ce juge accorde la permission s'il est d'avis qu'il s'agit d'une question qui devrait être examinée en appel.

b) Délais et frais

L'article 149 prévoit que la requête pour permission d'appeler doit être déposée au greffe de la Cour provinciale, à Montréal ou à Québec, dans les 30 jours de la décision, après avis aux parties et à la Commission d'accès à l'information. Les frais de cette demande sont à la discrétion du juge.

c) Procédure

L'appel est formé, selon l'article 150 de la loi, par dépôt auprès de la Commission d'accès à l'information d'un avis à cet effet signifié aux parties dans les 10 jours qui suivent la date de la décision qui l'autorise. Le dépôt de cet avis tient lieu de signification à la Commission d'accès à l'information.
